

Communiqué de presse

« *Il n'y a pas d'austérité* »

Lors d'une courte intervention télévisée le dimanche soir 5 mai 2013, le Premier ministre a affirmé qu'il n'y avait pas, en ce moment, en France, d'austérité, et que tout ceci était « *une vue de l'esprit* ».

Monsieur Ayrault a certainement raison... pour une minorité de la population.

Il n'y a pas d'austérité pour les entreprises du CAC 40 qui continuent d'engranger de forts bénéfices versés ensuite en rémunérations énormes à leurs dirigeants et en dividendes à leurs actionnaires, car rien n'a été fait pour réduire les délocalisations fiscales, sociales, environnementales, rien n'a été fait pour réduire leurs possibilités d'optimisation fiscale en utilisant le dumping fiscal mis en place en Europe et dans le monde.

Il n'y a pas d'austérité pour ceux des chefs d'entreprises qui vont encore recevoir 20 milliards d'euros sur deux ans versés par le Trésor Public qui se financera en partie par une augmentation de la TVA.

Il n'y a pas d'austérité pour les affairistes de tous poils qui, manifestement, prospèrent également dans les cabinets ministériels et ne se font prendre que grâce à quelques journalistes et journaux indépendants et obstinés.

Il n'y a pas d'austérité pour ceux des employeurs qui continuent de bénéficier des aubaines que sont les exonérations de cotisations sociales, et les niches fiscales sans contreparties ni contrôles.

Et pourtant, l'austérité n'est pas une « *vue de l'esprit* » pour une grande partie de celles et ceux qui vivent aujourd'hui en France.

Ce n'est pas une vue de l'esprit pour les personnes retraitées dont le niveau de retraite baisse un peu chaque année, dont la pension complémentaire ne suit même pas l'inflation, dont la CSG de la plupart vient d'augmenter... ce qui rend leur vie au quotidien de plus en plus difficile.

Ce n'est pas une vue de l'esprit pour les 6 millions de chômeuses et de chômeurs qui survivent avec des allocations insuffisantes ou avec des minima sociaux inférieurs au minimum vital.

Ce n'est pas une vue de l'esprit pour toutes celles et pour tous ceux qui sont amenés à accepter des emplois partiels, épisodiques, mal payés, avec des conditions d'emploi et des conditions de travail dégradées.

Ce n'est pas une vue de l'esprit pour tous ces jeunes, les enfants et les petits enfants de ces retraités présentés par ce même gouvernement comme des privilégiés, sans formation ou diplômés, mais qui sont à la recherche d'un premier emploi.

Ce n'est pas une vue de l'esprit pour tous les salariés et les agents des administrations et des services publics, qui constatent que les restrictions budgétaires se poursuivent, sous un autre nom, avec le recul de leur pouvoir d'achat, la dégradation de leurs conditions de travail et aussi la dégradation des conditions de fonctionnement de tous ces services publics. Toutes celles et tous ceux qui, pendant des années, et encore aujourd'hui, se réjouissent des suppressions d'emplois dans ces secteurs sont coresponsables de la situation dans les écoles, dans les collèges, dans les universités, dans les hôpitaux, dans les services publics, à la justice, dans les services chargés de lutter contre les fraudes (impôts, douanes et trafics, consommation, etc), dans les prisons, dans l'aide à la personne, dans les maisons de retraite et les EHPAD, etc.

Des historiens font dire à Marie-Antoinette qu'elle aurait répondu « S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche ». Cynisme ? Aveuglement ? Hypocrisie ? Mensonge ? Il ne suffira pas au premier ministre de quelques pirouettes verbales pour convaincre tant de personnes qu'elles ne subissent pas les conséquences d'une politique d'austérité.